

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

**L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU
CLIMAT AU SENEGAL :
ETAT DES LIEUX ET BESOINS D'APPUI POUR
MIEUX INTEGRER L'AIC DANS LE PNIA**

Juin 2015

Résumé Exécutif

Dans un premier temps, les zones écogéographiques qui caractérisent les spécificités zonales ont été rappelées et de façon précise (voir tableau de synthèse). Il s'agit de six zones écogéographiques du pays :

- (i) la vallée du fleuve Sénégal (9 658 km²) qui s'étend de la zone du delta au sud de Bakel, et couvre pour l'essentiel les zones riveraines du fleuve ;
- (ii) la zone sylvo-pastorale (55 561 km²), au sud du fleuve Sénégal, l'une des plus vastes du pays où l'élevage y est l'activité dominante ;
- (iii) la zone des Niayes (2 759 km²), bande de terre longeant le littoral Nord entre Dakar et le sud du Delta du fleuve Sénégal, découpée en dépressions interdunaires laissant affleurer la nappe phréatique ;
- (iv) le bassin arachidier (46 367 km²) qui constitue la zone de culture de l'arachide ;
- (v) la Casamance (28 324 km²) avec une relative abondance des formations forestières ;
- (vi) le Centre-Est et Sud-est (Sénégal oriental), qui couvre une importante superficie (51 958 km²) mais présente des reliefs très accidentés, avec des plateaux cuirassés et les contreforts du Fouta Djallon.

L'analyse des principales caractéristiques agro-écologiques montre des disparités qui attestent que les zones sylvopastorales et du bassin arachidier sont les plus vulnérables. Pour chaque zone, les besoins sont identifiés et les degrés de vulnérabilité et d'exposition analysés. Le Sénégal dispose en outre de 700 km de côtes sur lesquelles se développent d'intenses activités de pêche.

Pour ce qui relève de l'analyse des programmes stratégiques qui concourent à la promotion de l'AIC, le Programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en eaux (PAGIRE) et le Programme National d'Adaptation (PANA) ont été revus. Ainsi, il est montré entre autres que, le PAGIRE est d'un apport capital dans la gestion de l'eau agricole et l'irrigation et le PANA aide à mieux intégrer certaines technologies et options d'adaptation selon les zones écogéographiques. En termes de réalisation, on peut retenir :

- Le financement de programmes et de projets pour le PANA à hauteur de 30 millions de dollars US tels que le Programme ACCA (CRDI-DFID)/ Programme d'Adaptation aux Changements climatiques en Afrique, le Programme Adaptation aux Changements Climatiques dans les zones côtières en Afrique de l'Ouest (ACCC), le Projet PAA/INTAC « Intégration de l'Adaptation aux Changements Climatiques dans le DD au Sénégal », le Projet « Adaptation à l'érosion côtière dans les zones vulnérables » - Fonds d'Adaptation du Protocole de Kyoto ; Le Projet « Gestion Intégrée des Zones Côtières : Etude des zones côtières : Etude approfondie et actions pratiques de lutte et l'adaptation au changement climatique » , le Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA), le Projet « Approche Territoriale sur les Changements Climatiques », le Fast start Wallonie dans le cadre de l'adaptation « promotion de l'irrigation « goutte à goutte » dans la région de Diourbel, le Projet de « gestion des eaux pluviales et d'adaptation aux changements climatiques » et le Renforcement de la gestion des terres & des écosystèmes dans des conditions de changement climatique dans la Région des Niayes et en Casamance ;
- La mobilisation de 3 503 299 003 FCFA soit environ 5,34 millions d'euros pour l'exécution du PAP/PAGIRE à travers la réalisation d'un rapport d'amélioration des connaissances sur les ressources en eau, d'un rapport sur l'amélioration du suivi de la gestion des ressources en eau, d'un plan stratégique de mobilisation des ressources en eau et le programme d'investissement (l'horizon 2025) d'un rapport de caractérisation des bassins versants dans la zone du bassin arachidier, utilisant le modèle pluie débit, d'un rapport décrivant les potentiels de deux nappes d'eau souterraines en vue de leur transfert, l'actualisation du Bilan diagnostic des ressources en eau et la mise en place d'un logiciel de planification intégrée des ressources en eau (Watermodel) ;

- la mobilisation de 844 milliards pour la mise en œuvre du PNIA/PDDAA à travers le financement entre autres de projets intégrant des composantes comme la maîtrise de l'eau, la gestion durable de terres (reboisement, RNA, Défense et de Restauration des Sols (DRS), pare feux etc.) et l'aménagement des forêts communautaires.

Toutefois, on note l'existence de cadres de concertation pour le PNIA (Comité de pilotage, comité technique et groupe de dialogue politique) et pour le PANA (COMNACC). Cependant, pour mieux tirer profit de l'existence de ces documents de mise en œuvre des politiques, il convient d'améliorer le dialogue et d'élargir les collaborations synergiques entre acteurs.

Le contexte national est favorable car marqué par l'adoption par les Autorités du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui considère l'agriculture comme le moteur de la création d'emploi et d'inclusion sociale.

A ce titre, les besoins suivants ont été identifiés pour mieux intégrer l'AIC dans le PNIA du Sénégal. Sur le plan institutionnel, il est souhaité un meilleur partage des innovations technologiques et une amélioration du partenariat public privé sans occulter la nécessité d'encourager les marchés groupés pour gagner en temps, qualité et coûts d'acquisitions des intrants. Sur le plan technique, la capacitation des acquis de terrain par les acteurs occupe une place de choix avec un développement par l'approche filière qui tienne compte des spécificités zonales. La recherche doit dans ce cas de figure être appuyée pour un meilleur ciblage qui tienne compte du degré de vulnérabilité, des incidences et de la capacité adaptative des différents espaces. De même, il est attendu une diffusion des résultats de recherche pour la promotion de l'AIC. Sur le plan du financement, il est attendu des initiatives de projets structurants qui créent de l'emploi conformément aux options stratégiques du PSE. En outre, pour la réussite l'AIC, il est préconisé d'accompagner les institutions bancaires pour une meilleure internationalisation des approches liés à une promotion d'une agriculture durable.

Enfin, pour assurer un dialogue politique inclusif et efficace, il convient de tenir compte des suggestions suivantes :

- (i) Créer et favoriser des passerelles de dialogue et d'échanges entre les options du Plan Sénégal Emergent (PSE) avec un comité technique qui regroupe les points focaux des instruments que sont le PNIA, PAGIRE et le PANA ;
- (ii) Renforcer le PNIA dans les thématiques émergentes (eau ; énergie et changement climatique) ;
- (iii) Renforcer la collaboration entre les services techniques et les producteurs dans la gestion, l'analyse et l'utilisation de l'information climatique et enfin ;
- (iv) Assurer une meilleure prise en compte des actions d'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles.

I. Les territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique au Sénégal

1.1. Présentation des territoires :

Le Sénégal est divisé en six zones éco-géographiques relativement homogènes sur la base de caractéristiques biophysiques et socio-économiques afin d'appréhender les mutations des écosystèmes. Les zones de référence correspondent à celles retenues par les autorités qui sont issues des travaux de l'agence nationale de l'aménagement du territoire, réalisés et validés en 2005. L'intérêt de ce choix est de s'assurer de sa pertinence mais aussi et surtout de pouvoir disposer d'informations relatives à ces espaces. Les différentes zones sont décrites ici, et illustrées dans la carte 1 ci-après :

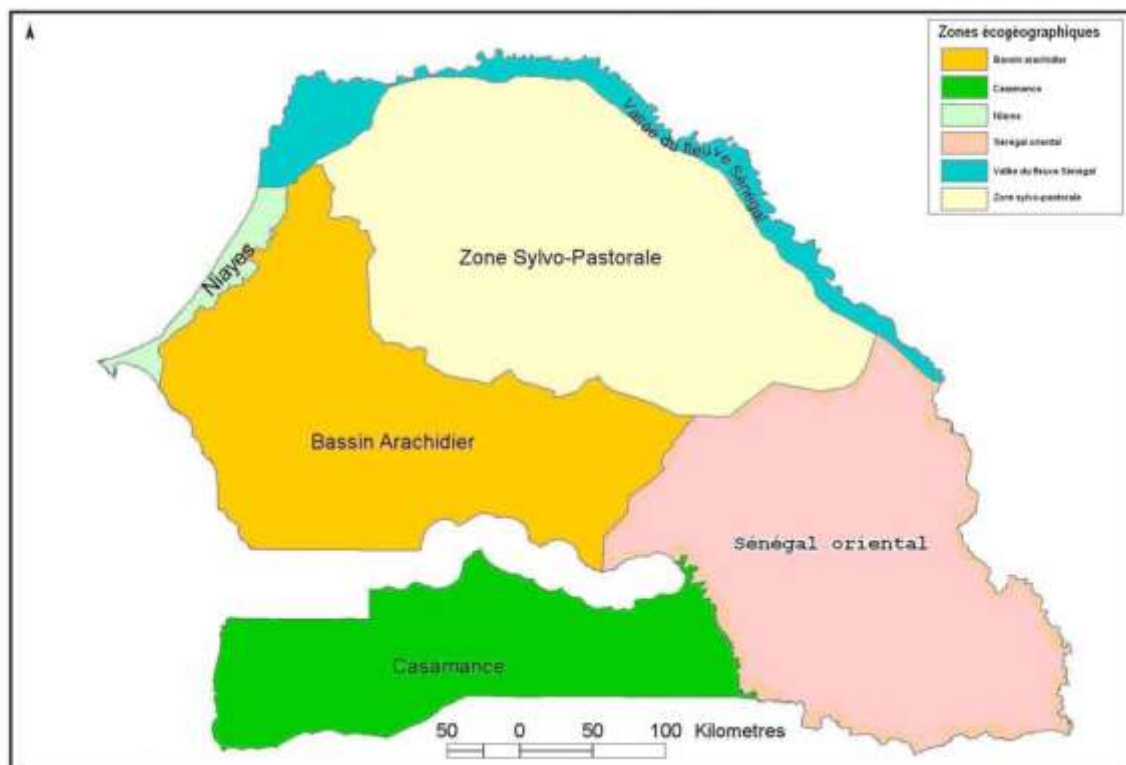
- La *vallée du fleuve Sénégal* qui s'étend de la zone du delta au sud de Bakel. Elle couvre une superficie de 9 658 km², pour l'essentiel les zones riveraines du fleuve concentrent l'essentiel de la culture irriguée. Plusieurs spéculations y sont cultivées, cependant les principales sont : le riz, la tomate, l'oignon, la patate douce etc. Les conditions de production sont marquées dans la zone du delta par une salinisation des terres, une érosion des berges dans la moyenne vallée. Du point de vue climatique, la zone est marquée par de fortes chaleurs (35 à 40°C), de faibles précipitations (-300mm) importance des vents chauds et leur capacité érosive, les fortes évaporations, l'émergence de parasites et attaques aviaires. Le changement climatique a introduit une réduction des saisons et un dérèglement du calendrier cultural.
- La *zone sylvo-pastorale*, au sud du fleuve Sénégal : elle a une superficie de 55 561 km². Elle est l'une des zones les plus vastes du pays ; l'élevage pastoral y est l'activité dominante. Elle est caractérisée par la production en viande et en lait. Ces productions sont marquées par une absence de chaînes de froid. Du point de vue climatique elle est caractérisée par de faibles quantités de pluies reçues annuellement (300-400mm), de fortes températures (35 à 40°C) enregistrées favorisant l'évaporation et le tarissement précoce des mares. Les principales difficultés sont l'insuffisance des pâturages et la surpression qui y est exercée.
- La *zone des Niayes* est une bande de terre longeant le littoral Nord entre Dakar et le sud du Delta du fleuve Sénégal. Avec 2 759 km², elle est découpée en dépressions interdunaires laissant affleurer la nappe phréatique. Les températures sont assez douces (28°C) et les quantités de pluies recueillies assez modestes (300-500mm). Elle concentre l'essentiel de la production horticole et du maraîchage. L'urbanisation et l'érosion éolienne sont les principaux facteurs qui menacent l'agriculture dans cette zone.
- Le *Bassin arachidier* qui couvre une superficie de 46 367 km² constitue la zone de l'arachide, du mil, maïs et de l'élevage. Les sols y sont dégradés par la pression des cultures, l'érosion hydrique et éolienne qui contribuent à la baisse des rendements. La pluviométrie (500-800mm) est marquée par sa nature erratique qui a des répercussions directes sur les productions agricoles et pastorales.
- La *Casamance* se présente avec une relative abondance des formations forestières ; elle couvre 28 324 km². C'est la zone la plus pluvieuse du pays (1000-1200mm). La production fruitière et rizicole constitue la part la plus importante des productions agricoles. La riziculture irriguée est de plus en plus développée dans la vallée de

l'Anambé. Elle est la zone la mieux arrosée du pays et risque de subir les réductions de pluie les plus importantes (30 à 40%) PANA, 2006.

- Le *Centre-Est et Sud-est* correspond pour l'essentiel au Sénégal oriental. Il couvre une importante superficie : 51 958 km² mais présente des reliefs très accidentés, avec des plateaux cuirassés et les contreforts du Fouta Djallon. Les principales cultures sont : le maïs, le sorgho, le fonio et le coton. La banane connaît un léger développement. Les températures sont très élevées (+30°C) et la pluviométrie est assez importante (800-1000mm).
- La *zone côtière et maritime* concerne tout le littoral sénégalais long de 700km de cote de Saint Louis au nord au Cap Skiring au sud de la Casamance. L'essentiel de l'activité de pêche s'y effectue. Avec des prises assez importantes qui contribuent pour une large part à l'économie nationale, à l'alimentation des populations et à la création d'emplois (600000). Elle affectée par les mauvaises pratiques de pêche, la réduction du upwelling et l'acidification des eaux marines.

L'espace agricole est dominé par la culture de l'arachide et du mil dans le bassin arachidier, suivi de l'élevage extensif en zone sylvo-pastorale. Les cultures vivrières et forêts du Sud -Est viennent ensuite et précèdent les cultures de décrue, le long de la vallée du fleuve Sénégal, et la zone de culture du coton qui épouse les contours de la moitié Est du territoire gambien. La riziculture traditionnelle se localise dans le bassin versant du fleuve Casamance, tandis les cultures irriguées sous forme de périmètres sont localisées dans le Delta et la Moyenne vallée du fleuve Sénégal et dans la cuvette de l'Anambé au Sud. Les cultures irriguées horticoles sont principalement localisées dans la zone des Niayes.

Carte 1 : Zones éco-géographiques du Sénégal (Source : Atlas de l'Afrique, Sénégal 2000)



1.2. Analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques

Tableau 1 : analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques:

Zones agro-écologiques	Degré d'exposition aux changements climatiques	Degré de sensibilité aux impacts du changement climatique	Capacité adaptative du territoire	Vulnérabilité résultante
Vallée du fleuve Sénégal	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de l'évapotranspiration - Réduction des apports pluviométriques - Importante pression de prélèvement (intensification de l'irrigation) - Réduction des apports continentaux et remontée saline ; - fortes chaleurs et réduction et irrégularité des précipitations ; - forts vents chauds et secs ; - érosions hydrique et éolienne ; - baisse des rendements 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Risques de réduction des débits - Risques d'augmentation de la salinité des eaux - Risque de pollution - Risque de perte d'importantes surfaces cultivables aménagées - Apparitions de nouvelles parasites (nématodes, algues, parasites des végétaux, etc.) ; - Risques d'inondations 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens d'intervention existent (imagerie satellitaire, présence de beaucoup d'initiatives de gestion des ressources en eau, bonne surveillance de l'occupation des sols) ; - La gestion intégrée des prédateurs et déprédateurs (GIPD) ; - Reboisement ; - Présence d'aires protégées communautaires ou nationales - Présence des services techniques de l'Etat - Présence de grands projets d'aménagement (SAED, MCA, OLAG) - Modification adaptative des calendriers culturels - Utilisation de plusieurs modèles de production et de plusieurs variétés notamment à cycles courts. 	Vulnérable et peu résilient car les capacités d'adaptation sont faibles <ul style="list-style-type: none"> - Accès au foncier pour les femmes encore faibles - Au niveau de la SAED 10% des terres aménagées reviennent aux femmes
Zone sylvo-pastorale	Elevé <ul style="list-style-type: none"> - Désertification - Dégradation des sols - Réduction des apports pluviométriques - Pauvreté des sols - Renforcement de l'érosion éolienne - Assèchement précoce des mares ; - Surpâturage et dégradation des sols et de la qualité des pâturages 	Elevé <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la rentabilité de l'élevage - Rareté des zones de pâturage ; - Importante érosion des sols (éolienne et hydrique) ; - Apparition de nouvelles pathologies - Risques de baisse de fréquentation des écoles par les enfants qui suivent les troupeaux - Rarefaction des points d'eau ; - Apparition de nouvelles épizooties 	Moyen <ul style="list-style-type: none"> -Faible capacité d'évaluation (pas de recherche avancée, pas de stratégie de gestion) ; -Acquisition de nouvelles techniques de gestion des pâturages ; -Aménagement des mares et de bassins de rétention ; -Aménagement hydro-agricole des terres -Installation de brises vents -Absence de grands projets agricoles et pastoraux -Manque de cellules d'appui financier 	Très vulnérable <ul style="list-style-type: none"> - Qualité réduite des produits animaliers (de la viande et du lait) : risques de malnutrition et insécurité alimentaire -Existence de groupements de femmes organisés pour la vente et commercialisation du lait. - Cible directement affectée par la vulnérabilité du cheptel
Zone des Niayes	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des inondations ; -Intrusion et remontée saline par surexploitation des nappes ; 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Risques de disparition des zones d'exploitation - Baisse de la production maraîchère 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Existence de base de données d'images - De textes législations en cours (Loi de gestion du littoral) mais très lent et peu efficace 	Vulnérable : <ul style="list-style-type: none"> -Réduction des terres arables disponibles qui entraînent une difficulté d'accès aux femmes

	<ul style="list-style-type: none"> -Ensablement des zones de culture ; -Pression urbaine et Occupation des zones non aedificandi 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de l'utilisation des pesticides - Pauvreté des sols par surexploitation - Réduction des surfaces cultivables - Augmentation des conflits d'accès à la ressource foncière - Risque d'ensablement des cuvettes maraichères ; - Baisse de la production de légumes - Apparition de nouvelles maladies des plantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement et reboisement de la bande de filaos ; -Présence des services techniques de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> -Femmes de plus en plus vulnérables face à l'urbanisation galopante de la zone.
Bassin arachidier	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Accélération de la salinisation des terres (formation des tannes) ; - dégradation de la mangrove - Dégradation des sols par érosion hydrique et éolienne - Renforcement des sécheresses - Réduction des apports continentaux et remontée saline - Augmentation de l'évapotranspiration (réchauffement climatique) -Recul des surfaces de rizières -Déboisement récurrent 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la rentabilité des terres due en partie à la monoculture - Apparition de nouvelles maladies des végétaux - Accroissement du stress hydrique ; - Extension des terres de culture ; - Baisse généralisée des récoltes ; - Dégradation des zones de mangroves. 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> -Faible capacité d'évaluation (pas de recherche avancée, pas de stratégie de gestion) ; -Intégration de l'agroforesterie fruitière ; -Action de maintien de la fertilité des terres ; -Meilleure intégration agriculture-Elevage -Reboisement de mangroves ; -Aménagement et reprofilage des mares ; -Installation de digues de retenue et de digues anti-sels. 	Très vulnérable : <ul style="list-style-type: none"> -Des sols de plus en plus infertiles dus à la salinité, à l'érosion hydrique et éolienne -Groupements de femmes existent et sont engagés dans la diversification -Mais elles sont confrontées à l'accès à l'eau et à la terre ; -Existence de tannes réduisant les possibilités d'exploitation et amenuisent la productivité -Recul de riziculture
Casamance	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion côtière - Intrusion saline - Dégradation des sols - Salinisation des terres - Erosion hydrique - Perte de rizières - Recul des mangroves 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Chute de la production - Perte de biodiversité - Baisse des rendements -Déboisement pour de nouvelles terres agricoles - Dégradation des mangroves - Acidification et Salinisation des terres 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> Reboisement de mangroves ; Aménagement et reprofilage des mares ; Installation de digues de retenue et de digues anti-sels Diversification et utilisation de variétés adaptées 	Moyennement vulnérable avec de grandes capacités de résilience : <ul style="list-style-type: none"> -Perte de rizières entraine une vulnérabilité des femmes -Faible aménagement des rizières -Faible développement agricole
Sénégal Oriental	Faible : <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des apports continentaux d'eau -Déboisement et conquêtes de nouvelles terres agricoles -Perte de biodiversité -Fortes crues entrainant des inondations 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> -Risque de perte de biodiversité sauvage -Recul de l'éco-tourisme -Risque d'assèchement précoce des cours d'eau - Augmentation des surfaces cultivables - Réduction de la biodiversité sauvage - baisse des rendements 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> -Aménagement des zones forestières -Reboisement -Utilisation de variétés hâtives et diversification -Développement de l'agroforesterie 	Vulnérable et peu résilient : <ul style="list-style-type: none"> -Problème d'accès à l'eau (potable notamment) entrainant une surcharge des calendriers d'occupation des femmes -Faible recourt à la diversification

1.3. Etat des lieux / diagnostic de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans ces territoires

Tableau 2 : Etat des lieux / diagnostic de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans ces territoires:

Zones agro écologiques	Avancées observées	Difficultés rencontrées	Besoins d'appui au niveau local
Zone des Niayes	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'agriculture périurbaine intensive : des activités maraîchères (80 % de la production nationale) - Disponibilité de la ressource eau sous toutes ses formes ; - Développement de l'arboriculture. - Développement d'une importante activité d'exploitation de la pêche - Emergence d'un secteur moderne de production : embouche industrielle, ovine et bovine, aviculture industrielle, élevage bovin laitier ; - Urbanisation galopante - Forte pression sur les ressources hydriques (nappes) - Disparition progressive de l'agriculture familiale 	<ul style="list-style-type: none"> - Recharge des nappes superficielles commandée par l'infiltration d'une fraction très faible des précipitations - Abaissement rapide du plan d'eau - Mortalité de la végétation - Disparition de la palmeraie dans les Niayes - Vieillessement et dégradation des plantations de filaos - Dégradation de la bande de filaos face à l'érosion éolienne et à la faiblesse de l'effort de reboisement - Acidification de la mer, modification de l'upwelling et des stocks de poissons et autres produits halieutiques - Remontée saline et avancée du biseau salé - Pollution aux nitrates et importante utilisation des pesticides - Recul du maraîchage face à la forte pression foncière - Installation progressive d'industries minières et de centrales électriques - Déficit d'infrastructures de conservation des produits agricoles - Dégradation des infrastructures routières 	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion optimale du foncier (instauration d'un cadastre rural) - Lutte contre la salinisation - Consolidation des espaces cultivés par une bonne législation face à l'urbanisation galopante - Reboisement et renforcement de la protection des filaos et des cuvettes maraîchères. - Utilisation rationnelles des eaux. - baisse de la production de poissons et autres produits halieutiques - Construction d'infrastructures de conservation et de transformation des produits maraichers - Renforcement de l'Appui technique des maraichers en matière production durable - Renforcement des capacités techniques et financières des GPF et des OCB
Bassin arachidier	<ul style="list-style-type: none"> - Fort développement de l'agriculture de type pluvial marquée par la prédominance du mil, de l'arachide, du maïs, du coton, du niébé et du sorgho ; - Développement des cultures maraîchères; - Importance de l'élevage bovin et de petits ruminants ; - Production halieutique non négligeable ; - Une mécanisation de plus en plus importante - Utilisation de semences de plus en plus performante - Accès facile aux semences et aux machines - Diversification agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Fortes chaleurs et tarissement précoce des points d'eau, - Salinisation de la nappe phréatique et des terres (+ 120000ha) - Insuffisance et la déficience des infrastructures - Forte érosion éolienne, hydrique et chimique (saline). - Destruction très avancée du couvert végétal - Forte dégradation de la fertilité des terres - Perte de biodiversité est énorme du fait de la destruction des habitats naturels - Vieillessement des parcs agro forestiers. - Dégradation et rétrécissement des zones de pâturage - Augmentation des risques de feux de brousse et du Péril acridien - Faible pluviométrie et une grande variabilité des pluies - Baisse des rendements à l'hectare - Manque de marché fiable pour la commercialisation de l'arachide - Réduction des surfaces arables - Recul de la riziculture avec la salinisation des terres 	<ul style="list-style-type: none"> -Densification du maillage des infrastructures hydraulique -Réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs -Renforcement de la fertilité et la gestion durable des terres - Diversification et utilisation de variétés à cycle court - Développement de l'arboriculture - Renforcement de l'intégration agriculture élevage. - Intensification des pratiques d'élevage - Réduction des conflits - Sélection et vulgarisation de nouvelles variétés de riz plus tolérantes au sel

Vallée du fleuve	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des cultures pluviales (35 % des superficies cultivables) avec une prédominance du mil, du sorgho, du béréf, du niébé, de l'arachide et la patate douce. - Développement de l'agriculture irriguée en riz, tomate, oignon, patate douce réalisés par la Société d'Aménagement des Terres du Delta (SAED) ; - Le pastoralisme développé dans la moyenne et haute vallée ; - Développement de grands travaux nationaux d'aménagement des terres ; - Installation de plus en plus importantes de multinationales agricoles ; - Forte pression de prélèvement sur les ressources en eau - Baisse des productions pastorales 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte baisse de la pluviométrie - pollutions et nuisances provenant des rejets industriels et des aménagements hydro-agricoles ; - érosion éolien hydrique - salinisation des terres du delta - La mauvaise qualité de certains aménagements et l'absence de systèmes de drainage pour certains des périmètres irrigués - Erosion des berges dans la moyenne vallée - utilisation d'engins lourds conduisent à la destruction de leur (terres) structure ; - les formations forestières sont fortement dégradées - présence de prédateurs des cultures (oiseaux granivores, nématodes et occasionnelle des crickets pèlerins) - Importante utilisation de pesticides - Eutrophisation des eaux avec l'envahissement du Typha - Disparition progressive de l'agriculture familiale - Accaparement des terres par des minorités - Dégradation des sols - réduction des pâturages (raréfaction du fourrage) 	<ul style="list-style-type: none"> -Meilleure intégration de l'élevage et de la foresterie dans les actions d'aménagement pour une implication des exploitations de type familiale ou d'envergure moyenne en termes de rendements -Lutte contre la salinisation, en amont du barrage de Diama, pour favoriser le maraichage dans des cuvettes et dépressions (Gandiolois) -développement et mise en œuvre de programme de GIPD -lutte contre l'érosion des berges -amélioration des aménagements et du système de drainage ; - augmenter la part des engrais naturels dans le système global de fertilisation des terres ; -application des textes et règlements en matière de normes et rejets (code de l'environnement) Balisage des couloirs de transhumance du bétail
Casamance	<ul style="list-style-type: none"> -Activités de pêche très développées (zones de mangrove) -Existence de formations forestières ; -Développement de la production fruitière -Développement des cultures : le riz, le mil, le sorgho, le maïs, le fonio, l'arachide, le coton et le sésame ; -Importantes ressources fauniques, forestières et halieutiques 	<ul style="list-style-type: none"> - les ressources en eau de surface sont affectées par une baisse généralisée des quantités de pluie - évaporation et assèchement précoce des mares et marigots temporaires. - disparition des points d'eau constitue un facteur aggravant ; - les ressources en sol connaissent une érosion hydrique intense (ravinement très prononcé), - Recul des forêts de mangrove; - Recul des surfaces des rizières ; - les formations forestières régressent à cause des défrichements abusifs à des fins agricoles ; - salinisation et acidification des rizières - Les écosystèmes forestiers de la zone s'appauvrissent en termes de biodiversité à cause de l'exploitation abusive de certaines espèces - processus de savanisation dans certaines parties, renforcé par l'action récurrente de feux de brousse. 	<ul style="list-style-type: none"> -Reboisement et développement de l'arboriculture ; -Lutte contre l'érosion hydrique -Aménagement des mares et création de bassins de rétention ; -Lutte contre les défrichements abusifs et l'exploitation forestière illégale -Récupération et exploitation des terres salées et acides (construction des digues) Appui à la sélection de nouvelles semences de riz -Renforcement de la gestion des forêts -Lutte contre les feux de brousse
Zone sylvo-pastoral	<ul style="list-style-type: none"> -22 à 30 % du cheptel national de bovins et petits ruminants, système de production organisé suivant un mode extensif transhumant (disponibilité en pâturage et en points d'eau) -Production en viande et en lait 	<ul style="list-style-type: none"> - baisse de la pluviométrie - absence d'eau de surface sur de vastes zones, l'ensablement et l'assèchement des mares et marigots, - la détérioration de la qualité des eaux de surface existantes, - l'abaissement de la nappe phréatique et les pannes de forage constituent de réels problèmes ; 	<ul style="list-style-type: none"> Proposition d'un cadre plus fédérateur entre activités de culture et d'élevage La maîtrise de l'eau : aménagement des mares et bassin de rétention ; Rationalisation du système d'implantation et

	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des cultures de niébé, de béréf, cultures maraîchères 	<ul style="list-style-type: none"> - la zone se caractérise par la pauvreté des sols dénudés soumis à l'érosion éolienne, - la dégradation des ressources végétales se manifeste partout dans la zone par un éclaircissement du couvert végétal - Le poids des facteurs climatiques défavorables se traduit par une mortalité et une baisse des possibilités de régénération naturelle. - Sous équipement des producteurs (élevage) ; - Difficultés d'accès aux intrants agricoles - Péril acridien et de l'avifaune (attaque des oiseaux aux céréales) - Etroitesse des périmètres d'irrigation et vétusté des aménagements ; - La recrudescence des feux de brousse constitue également une menace réelle sur les ressources végétales 	<ul style="list-style-type: none"> d'exploitation animale : viande et lait Rationalisation du système d'implantation et d'exploitation des forages pour une ressource plus accessible Renforcement, Rationalisation du système de gestion des pâturages et de l'alimentation du bétail Amélioration de la santé animale et lutte contre certaines maladies émergentes Lutte contre les feux de brousse et le déboisement Développement du reboisement Désenclavement des zones de production Renforcement des moyens des structures d'appui (CADL, DRDR)
Sénégal Oriental	<ul style="list-style-type: none"> -Riche en ressources ligneuses et en sols fertiles, -Exploitation de bois ; - Important réservoir faunistique ; -Importantes ressources naturelles (sols, cours d'eau, flore et faune) -Diversification des systèmes de production : développement de la riziculture de bas-fonds, le mil/sorgho, la banane et le maïs ; -Développement des cultures de rente (coton et arachide) ; -Importance de l'élevage trypano-tolérant en Haute Casamance ; - Potentialités halieutiques importantes dans la zone du bassin de l'Anambé. 	<ul style="list-style-type: none"> - les ressources en eau de surface sont affectées par une baisse généralisée des quantités de pluies - La disparition des points d'eau constitue un facteur aggravant; -les ressources en sol connaissent une érosion hydrique intense ; -les formations forestières régressent à cause des défrichements abusifs à des fins agricoles qui s'étendent jusqu'aux berges colonisées par la forêt galerie. - Rareté des pâturages 	<ul style="list-style-type: none"> - Techniques de conservation de l'eau - Sauvegarder les points d'eau - Lutte contre l'érosion hydrique - Adopté une gestion intégrée des forêts existantes par le mise en place de conventions locales de gestion.

II. AIC dans le cadre des programmes nationaux sectoriels (PNIA, PANA et PAGIRE)

2.1. Etat des lieux / diagnostic du volet adaptation des programmes nationaux sectoriels

Le PANA :

Le Sénégal a élaboré son Plan d'Action National pour l'Adaptation (PANA) en 2006 qui visait à identifier les besoins urgents et immédiats du pays pour s'adapter aux menaces actuelles du fait de la variabilité et du changement climatique. A travers cet objectif, trois secteurs les plus sensibles et vulnérables au changement climatique ont été identifiés à savoir les secteurs de l'Agriculture, des Ressources en eau et des Zones côtières. Les secteurs du tourisme et de la pêche sont pris en compte, cependant des études approfondies n'ont pas été faites.

Par ailleurs, le zonage a abouti à l'identification de quatre zones suivantes en tenant compte des liens existant entre sensibilité des ressources-des activités et une priorisation des problèmes liés aux changements climatiques. Les zones sont réparties comme suit :

- La zone Nord (Saint Louis, Matam, Louga)
- La zone Sud (Tambacounda, Ziguinchor, Kolda)
- La zone des Niayes (Diourbel, Thiès, Dakar)
- La zone du bassin arachidier (Kaolack, Fatick)

La priorisation des solutions d'adaptation a été faite suivant quatre critères : accès aux revenus, accès aux infrastructures, synergie entre les conventions et le coût de la solution.

A cet effet, l'analyse multicritère a abouti aux options prioritaires d'adaptation suivantes pour les quatre (4) zones : reboisement/mise en défens (espèces halophiles), aménagement hydro agricole (parcelles maraîchères, digues anti sel), micro-irrigation, reboisement avec espèces adaptées, récupération des eaux ruissellement, protection aménagement du littoral, restauration mangrove, fixation des dunes, utilisation rationnelle des eaux, recharge de la nappe.

A l'issue de ce travail, des fiches de programmes/projets sur les activités prioritaires ont été identifiées en vue de leur soumission au FEM et aux partenaires de la coopération pour les financements.

Les quatre (4) programmes ont été identifiés :

1. Développement de l'agroforesterie ;
2. Utilisation rationnelle de l'eau (Projet de Revitalisation du réseau hydrographique des bas fonds, mares temporaires et lacs artificiels en appui au programme « bassins de rétention », Projet de promotion des techniques de goutte à goutte) ;
3. Protection du littoral
4. Sensibilisation et éducation du Public

Le PANA a fait l'objet d'un financement direct avec les fonds des pays les moins avancés pour un montant de 30 millions US \$ et l'objet de financement autres des partenaires au développement du Sénégal, depuis son adoption. Les Projets d'adaptations exécutés ou en cours d'exécution dans le cadre du PANA se présentent comme suit :

- Programme ACCA (CRDI-DFID)/ Programme d'Adaptation aux Changements climatiques en Afrique, il vise à renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques en Afrique. Le Sénégal a bénéficié de programmes via IIED, le Centre de Suivi Ecologique, Enda Tiers Monde.
- Programme Adaptation aux Changements Climatiques dans les zones côtières en Afrique de l'Ouest (ACCC) financé par le FEM, il vise à développer des outils reproductibles en matière d'adaptation des communautés côtières aux CC. Partagé par cinq pays du bassin des canaries (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau et Cap vert), il est mis en œuvre au niveau national et régional sous la tutelle de l'UNESCO/COI.
- Projet PAA/INTAC « Intégration de l'Adaptation aux Changements Climatiques dans le DD au Sénégal – coopération nippone, financé par le gouvernement du Japon à travers le Programme d'Adaptation pour l'Afrique (PAA) : il vise à incorporer et intégrer l'adaptation au changement climatique dans la politique et les objectifs de développement à travers les structures institutionnelles, le renforcement des capacités, les mécanismes financiers.
- Projet « Adaptation à l'érosion côtière dans les zones vulnérables » - Fonds d'Adaptation du Protocole de Kyoto ;
- Projet « Gestion Intégrée des Zones Côtières : Etude des zones côtières : Etude approfondie et actions pratiques de lutte et l'adaptation au changement climatique » - Union Européenne.
- Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA), volet fonds d'adaptation FEM/FIDA : améliorer durablement les revenus et les moyens d'existence des familles agricoles du bassin arachidier, en les intégrant dans les filières « climate proof ».
- Projet « Approche Territoriale sur les Changements Climatiques », PNUD/coopération décentralisée
- Fast start Wallonie dans le cadre de l'adaptation « promotion de l'irrigation « goutte à goutte » dans la région de Diourbel,
- Projet de « gestion des eaux pluviales et d'adaptation aux changements climatiques »
- Renforcement de la gestion des terres & des écosystèmes dans des conditions de changement climatique dans la Région des Niayes et en Casamance.

Le PAGIRE :

Le Sénégal a engagé en janvier 2004 un processus participatif d'élaboration d'un Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau parallèlement à celui de la définition d'un Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire visant l'atteinte des OMD pour l'eau potable et l'assainissement.

Le PAGIRE dont l'élaboration a commencé par un diagnostic participatif de la gestion des ressources en eau est articulé autour des trois grands axes stratégiques que sont : (i) l'amélioration des connaissances et des moyens de gestions des ressources en eau, (ii) la création d'un environnement favorable à l'application de l'approche GIRE par des réformes légales, organisationnelles et politiques, (iii) l'amélioration de la communication l'information, l'éducation et la sensibilisation sur l'eau.

En vue de sa mise en œuvre, un Programme d'Actions Prioritaire (PAP 2008- 2015) a été défini pour un montant estimé à environ 19,02 millions d'euros. Le PAP comprend les projets suivants :

- Projet de renforcement des moyens de gestion des ressources en eau ;
- Projet de mise en place d'outils de gestion et d'information ;
- Projet de réforme institutionnelle, organisationnelle et juridique de la gestion des ressources en eau ;
- Projet de mise en place d'un système de suivi-évaluation et gestion du PAGIRE ;
- Projet d'éducation, de communication et de sensibilisation sur l'eau

L'état d'exécution du PAP/PAGIRE est caractérisé par la mobilisation d'un financement global de 3 503 299 003 FCFA soit environ 5,34 millions d'euros. Ce faible niveau de mise en œuvre du PAP/PAGIRE est dû à la modicité des financements obtenus. Pour le respect des échéances de 2015, le gap de financement à combler se chiffre à de 13,68 millions d'euros.

En termes de réalisations physique liées à l'AIC, nous pouvons citer les résultats suivants :

- un rapport d'amélioration des connaissances sur les ressources en eau est disponible qui donne l'identification et l'analyse diagnostique des zones fragilisées. Ce rapport propose l'amélioration du suivi de la gestion des ressources en eau
- un plan stratégique de mobilisation des ressources en eau et le programme d'investissement (l'horizon 2025) y afférent, sont disponibles ; ce plan stratégique définit 5 unités de gestion et de planification des ressources en eau (UGP) et 28 sous UGP, il fait le bilan de la ressource en eau pour chaque UGP avec des analyses de la durabilité.
- Le Bilan diagnostic des ressources en eau a été actualisé ; Ce bilan fait l'état des lieux des ressources en eau ; il caractérise également la demande et les besoins en eau.
- un logiciel de planification intégrée des ressources en eau (Watermodel) est mis en place ; Cette application informatique intègre tout le cycle de l'eau dans les simulations.
- un rapport de caractérisation des bassins versants dans la zone du bassin arachidier, utilisant le modèle pluie débit
- Un rapport décrivant les potentiels de 2 nappes d'eau souterraines en vue de leur transfert.

Actuellement, il est prévu de doter chaque sous UGP de plan de gestion des ressources en eau qui prend en compte toutes les problématiques physiques liées à la ressource en eau dont le changement climatique et les aspects anthropiques (activités humaines et scénario de développement). Ainsi 09 plans de gestions des 28 S UGP ont déjà trouvés le financement. Le premier en cours d'élaboration est celui des Niayes (Plan de gestion de la sous UGP Niayes du Littoral Nord).

Pour mieux redynamiser le PAGIRE, il faut renforcer la collaboration intersectorielle car l'eau a un aspect transversal. Il s'agira de mieux penser les cadres de concertations intersectorielles, de trouver des passerelles de collaboration efficaces. Ainsi une meilleure collaboration avec les grands programmes et plans des autres secteurs, permettrait d'accélérer l'atteinte des résultats attendus.

Le PNIA :

Le Sénégal a élaboré son PNIA sur la période 2008-2010 afin de traduire en actions, d'une part, les options auxquelles il a souscrit, dans le cadre de la politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP) et du PDDAA, et, d'autre part, les orientations retenues dans ses

documents de politique et de stratégie en cours, et en perspective, pour l'agriculture. Il constitue le cadre unique de programmation et de mise en œuvre de l'action politique en matière de développement rural et d'intervention pour les PTF, le Secteur privé, la Société civile et les Organisations de producteurs.

Son objectif est d'accélérer la croissance économique par le biais d'un développement fondé sur l'agriculture, qui élimine la faim, réduit la pauvreté et l'insécurité alimentaire et permet d'accroître les exportations.

Son plan d'investissement, couvrant la période 2011-2015, dispose de 8 composantes à savoir :

- Réduction des risques climatiques par la maîtrise de l'eau ;
- Préservation et gestion durable des autres ressources naturelles ;
- Augmentation de la production et amélioration de la productivité ;
- Développement de la transformation des produits agricoles ;
- Amélioration de l'accès aux marchés des produits agricoles ;
- Renforcement de la recherche pour la génération et le transfert de nouvelles technologies ;
- Renforcement de la capacité des acteurs ;
- Coordination et pilotage sectoriel.

Son coût est évalué à 1 346 milliards de francs dont 32, 2% doivent être pris en charge par l'Etat et le reste à rechercher.

La mise en œuvre du PNIA/PDDAA a permis de mobiliser 844 milliards pour le développement de l'agriculture. Cela a pour conséquence un accroissement du PIB agricole de 4,3% en 2012, des augmentations de la production céréalière de 65%, celle laitière de 9,5%, celle des œufs de 9,8% et celle halieutique de 2%.

De nouvelles initiatives telles que la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) et l'Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest (AGIR) viennent soutenir le PNIA pour permettre de prendre en compte un certain nombre de dimensions essentielles en vue d'assurer leur fonction de transformation des agricultures nationales et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'appui du G8 et autres PTF, de l'UA, du NEPAD, de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA .

Dans ce cadre, le Sénégal a adhéré à la NASAN en vue de mobiliser l'investissement du secteur privé national et international à travers la signature de lettres d'intention (36 au total) pour un montant de plus de 190 milliards FCFA. Ce montant a permis de résorber le gap de financement du PNIA. Il a aussi entamé le processus d'élaboration du rapport pays AGIR.

En termes de réalisation en relation avec l'AIC, on peut retenir la mise en oeuvre de projets avec les composantes comme la maîtrise de l'eau, la gestion durables de terres (reboisement, RNA, Défense et de Restauration des Sols (DRS), pare feux etc.) et l'aménagement des forêts communautaires.

Les difficultés rencontrées sont surtout liées au retard dans la mise en place de l'organe de gouvernance du PNIA (Secrétariat permanent) et à la multiplicité des nouvelles initiatives qui pose un défi de coordination.

Il est à noter pour chaque programme, l'existence d'un plan d'actions avec une claire spécification des activités à mener dans le temps et dans l'espace. De même, les structures points focaux ont une longue tradition de partenariats et de relations de travail qui facilite des synergies d'actions possibles.

Tous les défis mentionnés précédemment traduisent pour les secteurs stratégiques de l'eau, l'agriculture et l'environnement, un besoin réel d'harmoniser les démarches et de gagner en matière d'amélioration des capacités d'adaptation des zones d'intervention pour traduire en actes concrets l'AIC.

2.2. Etat des lieux / diagnostic du volet atténuation des programmes nationaux sectoriels

L'agriculture est un secteur très émetteur de gaz avec 37% des émissions nationales dernière le secteur de l'énergie qui se situe à 49%. La faible disponibilité de données sur les initiatives liées aux politiques d'atténuation s'explique par le fait que l'atténuation n'a pas tout le temps été considérée comme une priorité.

Toutefois, le PANA et le PAGIRE ne comportent pas de projets d'atténuation. Par contre le PNIA intègre des projets tels que la lutte contre les feux de brousse et la gestion durable des forêts qui relèvent de l'atténuation.

III. Le Dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle de l'AIC :

3.1. Problématiques et besoins associés en matière d'AIC

Programme	Problématiques	Besoins existants en matière de dialogue interinstitutionnel
PAGIRE	Pas d'organe de dialogue institutionnalisé	Il faut renforcer la collaboration intersectorielle car les changements climatiques ont un aspect transversal. Il s'agira de mieux penser les cadres de concertations intersectorielles, de trouver des passerelles de collaboration efficaces. Ainsi une meilleure collaboration avec les grands programmes et plans des autres secteurs, permettrait d'accélérer l'atteinte des résultats attendus.
PANA	Existence du Comité National Changement climatique (COMNACC)	
PNIA	Existence du comité de pilotage, du comité technique et du groupe de dialogue social et politique	

L'intérêt de ce tableau est de montrer la nécessité de développer des synergies, car le territoire pour lequel les politiques sont initiées est le même. D'où la pertinence, de favoriser le dialogue et l'échange entre différentes structures. L'analyse du tableau permet de ressortir un impérieux besoin de création et de mise en œuvre d'un cadre de concertation, d'harmonisation et mise en synergie des initiatives intersectorielles dans le cadre de la prise

en charge des programmes ministériels du changement climatique à travers un dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle de l'AIC.

3.2. Les mécanismes existants en matière d'AIC

Le PNIA s'est doté d'un comité de pilotage et d'un comité technique, pour mieux favoriser le dialogue entre structures nationales. De par la diversité de ses membres et des structures, ces comités sont d'un apport de qualité pour le suivi de la mise en œuvre du PNIA. Tout de même, récemment, ces comités ont connu des évolutions pour une meilleure représentation de certaines structures comme la Direction de l'Environnement et des établissements classés (DEEC), point focal de la Convention Cadre des Nations unies sur le Changement climatique (CCNUCC) et la Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) en charge de mettre en œuvre le PAGIRE. Leur apport favorise une meilleure intégration des enjeux du climat et permet de promouvoir une agriculture durable.

Par ailleurs, le comité technique abritera un secrétariat permanent doté d'un dispositif de suivi évaluation et de gestion des connaissances en vue de mieux suivre la mise en œuvre du PNIA qui prendra en compte toutes les initiatives émergentes dont l'AIC. Quant à l'implication des acteurs de la société civile, du secteur privé et des organisations de producteurs pour une meilleure appropriation des actions développées mais aussi et surtout pour garantir le plaidoyer pour la relève des efforts de financement et d'intensification sur le terrain, un Groupe de Dialogue Social et Politique, à cheval entre le comité de pilotage et le comité technique, a été mis en place.

Sur le plan institutionnel, il est rappelé que le PAGIRE dans son volet exécuté par la DGPRE n'a pas d'instance dédiée en charge du suivi. De façon officielle, il n'existe pas de comité réglementé et dont on peut apprécier le niveau de fonctionnement. Toutefois, la fonctionnalité dépend des dossiers en cours et est assurée par le point focal.

Pour ce qui est du PANA, on note que les actions déroulées sont assurées à travers le Comité National Changement climatique (COMNACC). Initialement créé par arrêté, le COMNACC est restructuré par un décret du mois d'Octobre 2011 qui garantit une meilleure ouverture et une participation des structures et institutions concernées par les questions de climat. Ces mutations ont amené à la création d'un bureau exécutif plus opérationnel.

IV. Besoins et demandes d'appui à l'encontre de la CEDEAO

4.1 Pour intégrer l'AIC dans le PNIA

Pour une intégration réussie de l'AIC dans le PNIA, les besoins et demandes d'appui ci-après sont identifiés :

Au niveau institutionnel :

- Appuyer les cadres de concertations intersectorielles et inter acteurs du secteur de l'Agriculture ;
- Créer un marché commun au niveau de la CEDEAO pour les achats groupés d'intrants et le transfert des technologies innovantes pour augmenter les rendements ;

- Favoriser des concertations inter acteurs pour une harmonisation des options entre sous-secteurs du développement rural ;
- Favoriser une concertation plurielle et inclusive des acteurs (Etat, OP, ONG ; etc.) dans la stratégie de communication et de masse ;
- Créer des cadres de concertation inter Etats dans l'espace CEDEAO prenant en compte les avantages comparatifs de chaque pays ;
- Capitaliser les acquis obtenus dans le secteur de l'agriculture ;
- Renforcer le partenariat Public/Privé dans l'espace CEDEAO.

Au niveau technique :

- Assurer la formation et le renforcement de capacité des acteurs dans : (i) l'élaboration des projets et programmes, (ii) dans les technologies innovantes, (iii) les bonnes pratiques liées au climat ;
- Promouvoir l'irrigation et aménager des plateformes multifonctionnelles ;
- Planter des Projets transfrontaliers pastoraux ;
- Partager et vulgariser les résultats de la recherche dans l'espace CEDEAO ;
- Appuyer le développement des TIC dans l'espace CEDEAO pour booster les échanges entre pays ;
- Valoriser les savoirs empiriques et traditionnels d'adaptation aux changements climatiques ;
- Créer des mesures d'accompagnement aux Changements climatiques par la capacitation et l'appropriation de la communication ;
- Appuyer la promotion de l'aquaculture et crevette-culture ;
- Faciliter l'existence de pôles de transport froid ;
- Renforcer la collaboration entre les services techniques et les producteurs dans la gestion, l'analyse et l'utilisation de l'information climatique ;
- Assurer une meilleure prise en compte des actions d'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles.

Au niveau financement :

- Privilégier le financement de projets structurants pour lutter contre le sous emploi ;
- Mettre en place un fonds d'adaptation au changement climatique pour accompagner les différents acteurs ;
- Alléger, dans le cadre des financements AIC, les procédures d'accès ;
- Intégrer l'assurance agricole pour une meilleure prise en compte des risques liés aux changements climatiques.

4.2. Pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

Créer et favoriser des passerelles de dialogue et d'échanges entre les options du Plan Sénégal Emergent (PSE) avec un comité technique qui regroupe les points focaux des instruments que sont le PAGIRE et le PANA autour du PNIA.